

Expérimenter la faim



Front commun pour la justice sociale du N.-B. inc.
www.frontnb.ca

Mise en contexte

Le Front commun pour la justice sociale du N.-B. inc. (FCJS), créé en 1997, regroupe 24 organismes sociaux, syndicaux et religieux ainsi que près de 300 membres individuels. Sa mission est de travailler pour plus de justice, de meilleures politiques sociales et une société plus solidaire, particulièrement pour les personnes vivant en situation de pauvreté.

Le nombre de personnes dépendant de l'aide sociale est en hausse. Depuis la crise économique de 2008, il y eut une augmentation de 2 100 personnes nécessitant de l'aide sociale. En mai 2011, il y avait 25 000 ménages, représentant plus de 41 000 individus, qui dépendaient de l'aide sociale¹. Au N.-B., les taux d'aide sociale sont extrêmement bas. La majorité des bénéficiaires (76 %) sont classés dans le programme « assistance transitoire ». S'ils vivent seuls, ils ne reçoivent que 537 \$ par mois, montant qui atteint à peine 40 % de la ligne de pauvreté. Bon nombre d'entre eux manquent de nourriture pour une partie du mois et ils doivent fréquenter les banques alimentaires ou les soupes populaires.

Pourquoi les taux d'aide sociale sont-ils maintenus si bas? Une raison majeure, c'est qu'au Canada, y compris au N.-B., beaucoup de gens ont des préjugés à l'égard des assistés sociaux. Une étude récente², basée sur un échantillon de 1 025 Canadiens-ne-s, indique qu'environ 50 % de la population croit qu'une famille de quatre pourrait subvenir à ses besoins avec 10,000 \$ à 30,000 \$ par ans ou moins. Près la moitié de la population croit que si les personnes pauvres voulaient travailler, elles pourraient toujours se trouver un emploi. Près de 40 % des gens pensent que les personnes en situation de pauvreté ont la vie belle. Environ le quart ont l'impression que les gens sont pauvres parce qu'ils sont paresseux ou ont de faibles valeurs morales. De tels préjugés étant aussi répandus, il n'est pas surprenant que le public soit peu enclin à appuyer une décision gouvernementale qui recommanderait la hausse des taux d'aide sociale.

En 2010, le FCJS a réalisé une enquête, basée sur la méthodologie de Santé Canada, et qui portait sur le coût des aliments au N.-B.³. L'analyse des données indiqua que, pour une famille de quatre, le coût mensuel des aliments était près de 800 \$. Pour une mère seule et son enfant, il était d'environ 400 \$ et pour un individu vivant seul, le coût dépassait 260 \$. Nous avons donc des chiffres concrets indiquant que les taux d'aide sociale sont beaucoup trop bas pour que les personnes puissent manger adéquatement. Cependant, les mythes et les préjugés entourant les bénéficiaires d'aide sociale retardent toute amélioration de leurs taux. Un tel délai est mauvais pour l'économie du N.-B. puisqu'en 2008, le coût de la pauvreté était estimé à 189 millions de dollars par an⁴.

¹ Murat, P. May 13, 2011. Le nombre d'assistés sociaux est en hausse. Acadie Nouvelle, p. 6.

² The Salvation Army. 2011. The Dignity Project - Debunking myths about poverty in Canada.

³ [www.frontnb.ca. Documents](http://www.frontnb.ca/Documents) 2010. Impact of food price increases on low-income New Brunswickers.

⁴ Saulnier, C., Canadian Centre for Policy Alternatives, N.S. Office. 2010. Fast Facts: Cost of poverty in N.B.